

Convention

Son Excellence le Président de la Nation Argentine et Sa Majesté le Roi de Danemark et d'Islande, désireux de déterminer d'une manière réciproque, la gratuité de l'assistance médicale qui devra être prêtée aux citoyens de la République Argentine et à ceux du Danemark, résidant dans le territoire de l'autre des Pays Contractants, ont résolu de conclure une Convention à cet effet et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir:

Son Excellence Monsieur le Président de la Nation Argentine:

Son Excellence le Docteur Angel Gualardo, son Ministre Secrétaire d'Etat au Département des Affaires Etrangères et du Culte.

Sa Majesté le Roi de Danemark et d'Islande:

Son Excellence Monsieur Emile Plag
Monsieur Elenden, son Envoyé Extraordinaire et Ministre
Plénipotentiaire près le Gouvernement Argentin.

Lesquels, après s'être communiqué leurs
pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont
convenus des articles suivants:

— Article 1.

Chacune des Hautes Parties Contractantes accordera l'assistance médicale et hospitalière à l'endroit où il se trouve, à tout citoyen ou sujet indigent de l'autre Haute Partie résidant ou de passage sur son territoire, conformément aux dispositions en vigueur pour ses propres citoyens ou sujets. Les frais d'assistance médicale et hospitalière, de traitement ou, s'il y a lieu, de funérailles des personnes précitées ne pourront être réclamés à la Haute Partie à laquelle appartient le citoyen ou sujet indigent.

Article 2.

Pour obtenir que l'assistance médicale et hospitalière dont il est question à l'article précédent lui soit

accordée gratuitement, l'intéressé pourra être tenu de produire un certificat signé par le fonctionnaire consulaire de son pays prouvant sa nationalité et l'impossibilité dans laquelle il se trouve d'acquitter les frais d'assistance dont il s'agit.

Article 3.

Il est entendu que les dispositions des articles 1^{er}. et 2 ne s'appliqueront pas aux citoyens ou sujets des Hautes Parties Contractantes quand ils auront acquis la nationalité d'un autre Etat.

Article 4.

La présente Convention établie en deux exemplaires de même teneur, sera ratifiée et l'échange des ratifications aura lieu à Buenos Aires aussitôt que possible.

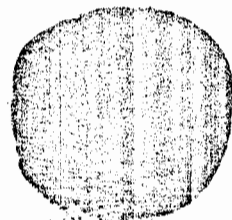
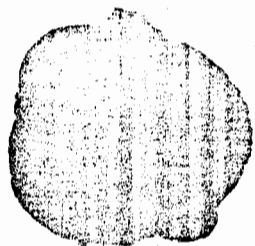
Elle entrera en vigueur trois mois après l'échange des ratifications et pourra être dénoncée à n'importe quel moment par l'une quelconque des Hautes Parties Contractantes. La dénonciation devra être communiquée à l'autre Haute Partie, au moins six mois à l'avance.

En foi de quoi les Plénipotentiaires

respectifs l'ont signée et y ont apposé leur sceau, à Buenos
Aires, Capitale Fédérale de la République Argentine, le
3 de Mai de 1928.

Rogel Llanos

J. Morad-Nasser



De

Departamento de Relaciones Exteriores y Culto.

Buenos Aires a 11 de Mayo de 1928.

Aprobada. Sometase a la consideración del

Honorable Congreso de la Nación.



A handwritten signature in dark ink, consisting of several stylized, overlapping strokes. The signature is written above a solid horizontal line.

A handwritten signature in dark ink, written in a cursive style. The signature is written above a solid horizontal line.